

Pour les salaires des agent(es), pour les services publics, pour des choix budgétaires favorables à la fonction publique : en grève le 29 septembre !

Communiqué de presse intersyndical de la fonction publique.

Les organisations syndicales de la fonction publique CGT, FO, CFDT, UNSA, FSU, Solidaires, CFE CGC, FA FP appellent à la mobilisation des personnels de la fonction publique le mardi 29 septembre prochain sur tout le territoire.
Les premières annonces budgétaires pour 2027 font planer la menace de nouvelles contraintes sur les services publics ainsi que sur les rémunérations et sur les conditions de travail de leurs agent(es). Nos organisations syndicales réaffirment que d'autres choix sont possibles, fondés sur une meilleure répartition des richesses, sur la justice sociale et fiscale.
L'actualité de l'été (canicules à répétition, sécheresse, incendies gigantesques…) a rappelé combien il est nécessaire de renforcer la fonction publique et ses missions de service public. Les services publics permettent d'amortir les crises, notamment climatiques, pour l'ensemble de la population. Alors que tous les experts scientifiques s'accordent à considérer que l'été 2026 ne sera plus une exception à l'avenir, il est indispensable de donner aux services publics les moyens de répondre aux besoins actuels et futurs.

Les piratages massifs montrent qu'il y a urgence à redonner aux services les outils et les moyens d'assurer la sécurité des données. C'est un enjeu de sécurité nationale et de confiance.
Alors que les rémunérations ont été durablement affaiblies par l'inflation et le gel de la valeur du point d'indice, près d'un million d'agent(es) voient leur traitement indiciaire rattrapé, voire dépassé, par le SMIC. Les conditions de travail se dégradent et les agent(es) sont toujours plus nombreux(ses) à exercer leurs missions dans des services sous tension, ce qui aggrave les risques psychosociaux. Dans la plupart des secteurs professionnels, les difficultés de recrutement et de fidélisation s'aggravent alors même que les départs en retraite de plus en plus nombreux et anticipables vont nécessiter des recrutements massifs. C'est donc l'avenir des services publics qui est en jeu.
Nos organisations réaffirment leurs revendications communes :

- **des mesures salariales générales, notamment une revalorisation significative de la valeur du point d'indice et son indexation sur l'inflation ;**

- **la refonte des grilles indiciaires permettant, dans chaque catégorie, une véritable progression de carrière et la sortie des débuts de carrière du niveau du SMIC, ainsi que la revalorisation des filières à prédominance féminine ;**

- **le rétablissement du versement de la garantie individuelle de pouvoir d'achat ;**

- **le maintien à 100 % des rémunérations versées aux agent(es) en congé de maladie ordinaire et l'abrogation du jour de carence ;**

- **l'égalité salariale et professionnelle entre les femmes et les hommes ;**

- **des moyens budgétaires à la hauteur des besoins et des missions des services publics ;**

- **le maintien du pouvoir d'achat des retraitées ;**

Une fonction publique en capacité d'assurer partout l'égalité d'accès aux services publics et la continuité de ses missions d'intérêt général, notamment face aux conséquences du dérèglement climatique.
Les organisations syndicales de la fonction publique exigent une juste reconnaissance de l'engagement des agent(es)publics au service de l'intérêt général et le respect de leurs missions. Les agent(es)publics, fonctionnaires comme contractuel(les), et la population ne doivent pas payer le prix de choix budgétaires qui ne répondent ni aux besoins sociaux ni aux enjeux auxquels notre pays est confronté.
Les organisations syndicales de la fonction Publique appellent l'ensemble des agentes et agents publics à se mobiliser massivement, par la grève et les manifestations, le mardi 29 septembre 2026 prochain.

.

